

Former sans exclure

Manifeste 2005 – Genève



Genève, le 26 novembre 2007

Mesdames les députées,
Messieurs les députés,

La presse genevoise s'est récemment fait l'écho du contre-projet qui se prépare en réponse aux deux initiatives populaires sur le **Cycle d'Orientation**. Elle a donné la parole au Président du Département de l'instruction publique, Charles Beer, qui a signifié une double intention :

1. Éviter une nouvelle guerre scolaire, retrouver un « esprit de consensus » entre les partis et les associations en conflit.
2. Ne pas choisir entre les deux initiatives (moins ou plus de sélection), mais revenir à un « véritable système de trois sections » semblable au cycle de Chavanne.

D'après les journalistes, les principaux partis politiques ont déjà entériné les grandes lignes de ce projet, dont ils ont eux-mêmes négocié les bases. Pour ne plus se diviser sur les manières de faire avancer son école, Genève choisit donc une seconde fois la référence au passé. La paix scolaire est peut-être à ce prix. En soi, elle a du bon. Mais qu'en ferons-nous après ? Autrement dit, quel élan tirerons-nous de nos pas en arrière, quelle politique d'avenir adviendra de cette réconciliation ?

La concordance est affaire de bon sens. Les enquêtes PISA et la recherche en éducation nous montrent quant à elles, et sans équivoque, la bonne direction. Les systèmes les plus justes et les plus efficaces le sont dans un contexte politique et social qui valorise l'instruction, qui demande beaucoup et fait confiance aux enseignants ; mais cette confiance découle aussi des priorités de l'école elle-même :

- efforts portant sur la **progression de chaque enfant** plutôt que sur sa sélection ;
- **intégration et stimulation des plus faibles**, plutôt qu'isolement et réduction des attentes dans des filières séparées ;
- enseignement de **tous les savoirs à tous les élèves**, plutôt que hiérarchisation entre culture classique (sciences, arts, littérature) pour les uns, compétences pratiques (lire un contrat, dessiner un plan, parler l'anglais) pour les autres.

Résultats moyens, scores de l'avant-garde, climat des établissements, confiance de parents et de la population : tout est tiré vers le haut dans les pays qui ont opté pour l'école unique, sans mécanismes d'exclusion jusqu'à 15 ou 16 ans. On s'y inquiète moins de soigner les échecs que de les prévenir, moins de classer les enfants que de les mener tous – et solidairement – vers des objectifs partagés.

L'enjeu n'est plus guère idéologique : il est relayé aujourd'hui par des élus de gauche comme de droite, par l'immense majorité des chercheurs et des organisations non gouvernementales qui se préoccupent de l'accès au savoir et à l'éducation :

Trois facteurs au moins sont indispensables pour améliorer l'efficacité des systèmes éducatifs en termes de niveaux de compétences atteints par les jeunes et pour réduire, autant que faire se peut l'exclusion, à savoir : une attention particulière aux élèves les plus défavorisés afin d'élever le niveau moyen de performance de l'ensemble des jeunes, la réduction de la sélection scolaire (par le biais de la voie unique par exemple) et un fort ancrage de l'établissement au niveau local. | Anne-Catherine Lyon, Assises romandes de l'éducation, 2006

Les pays les plus performants sont aussi ceux qui assurent le mieux l'égalité des chances : l'hypothèse selon laquelle la démocratisation des études engendrerait une baisse du niveau

des performances est ainsi invalidée. En assurant de meilleures chances aux plus défavorisés, on élève en même temps le niveau moyen de l'ensemble des écoliers. La majorité des pays ayant obtenu les meilleurs résultats ont un système scolaire intégrant tous les élèves et ne sélectionnant pas ou peu les jeunes avant la fin du secondaire supérieur. [Nous recommandons donc] de réduire le caractère sélectif des systèmes scolaires et de renforcer la perméabilité des filières, d'offrir aux élèves un soutien individuel (coaching) pour leur permettre d'atteindre les standards nationaux de formation. | Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse présidée par Pierre Maudet, 2007

Bien sûr, un tel projet ne peut pas se décréter. Il appelle une école obligatoire entièrement tournée vers la formation, une pédagogie différenciée, des structures souples et modulables, un soutien intégré, bref, une alternative crédible au système du redoublement et des filières cloisonnées auquel nous sommes habitués. Comme vous le verrez dans la documentation qui accompagne ce courrier, aller de l'avant demandera l'implication des enseignants, un investissement dans leur formation, une responsabilité collective des apprentissages, le soutien des parents, des autorités et de la population.

Les pays qui nous montrent la voie se sont d'abord fixé l'ambition : **l'accès aux savoirs de base pour tous les enfants**. Ils ont fait de cette visée une priorité nationale, puis ont mis trente ans d'efforts sans relâche – sans conflits partisans, ou alors en les arbitrant par la recherche en éducation – pour parvenir à leurs fins. Nous sommes encore loin de ce but, puisque nous avons marché jusqu'ici à reculons. Mais si le Grand Conseil ratifie prochainement un projet rassembleur, c'est sûrement parce qu'il pense lui aussi que l'école publique a maintenant besoin d'un soutien élargi. Il restera ensuite à bien distinguer ce que nous acceptons aujourd'hui par gain de paix et ce qu'il sera souhaitable de faire si nous voulons progresser tous ensemble et sans trop tarder.

Notre association pense que nous n'avons pas à choisir entre la polémique (fébrile) et l'inertie (stérile) Elle veut contribuer à un véritable débat – pacifié mais prospectif, passionné mais documenté – sur l'avenir de l'école, à Genève et dans les accords intercantonaux qui stipulent par exemple que « *durant la scolarité obligatoire, tous les élèves acquièrent et développent les connaissances et les compétences fondamentales ainsi que l'identité culturelle qui leur permettront de poursuivre leur formation tout au long de leur vie et de trouver leur place dans la vie sociale et professionnelle* » (accord Harmos, article 3, 2007). Nous restons donc à votre disposition – et à celle de vos partis respectifs – pour toute information susceptible d'étayer les futures discussions du Grand Conseil sur les questions éducatives.

En vous souhaitant bonne lecture, nous vous adressons, Mesdames les députées, Messieurs les députés, nos respectueuses salutations.

Pour le comité de Former sans exclure :
Ivan Schmidt, Président



Annexes :

Feuille d'information n°5 | Pour une instruction obligatoire sans sections
Feuille d'information n°6 | La formation des maîtres : cruciale dès les premiers degrés
[Nos feuilles 1 à 4 et une documentation étendue sont consultables sur www.former-sans-exclure.org]